

Service Risques Naturels et Technologiques - Unité
Départementale de la Haute-Corse
Route d'Agliani - Montesoro
20600 Bastia

Bastia, le 23/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDF Production Electrique Insulaire SAS

Tour EDF
20 Place de la Défense - Paris La défense
92000 Nanterre

Références : 2024-005
Code AIOT : 0007300368

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2023 dans l'établissement EDF Production Electrique Insulaire SAS implanté Lieu dit Casamozza 20290 Lucciana. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 1er décembre 2023 a consisté en premier lieu à vérifier les conditions de réexamen des prescriptions applicables aux établissements relevant de la directive européenne 2010/75/UE relative aux émissions industrielles dite IED. Elle a permis également d'appliquer une des actions nationale 2023 qui consiste à vérifier le respect du dimensionnement des rétentions associées au stockage de liquides inflammables.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF Production Electrique Insulaire SAS
- Lieu dit Casamozza 20290 Lucciana
- Code AIOT : 0007300368
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société EDF PEI exploite une centrale électrique composée de 7 moteurs thermiques identiques (42,8 MWth chacun) alimentés au fioul léger (FOD) sous couvert de l'arrêté préfectoral n°R20-2018-08-03-001 du 3 août 2018. Le site est classé « Seveso seuil bas » compte-tenu des quantités de combustible présentes. Il relève également de la directive européenne 2010/75/UE relative aux émissions industrielles dite IED.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Modification apportée au site	Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 1.6.1	Prescriptions complémentaires	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Ecran flottant	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Annexe 7 point 14	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rétentions	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Annexe 7-II point 20-1	Sans objet
2	Rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Annexe 7-I point 20-2	Sans objet
5	Directive IED	Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 1.9.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la nécessité d'actualiser les prescriptions, il ressort de l'analyse du dossier de réexamen des conditions d'exploitation, au regard de l'évolution des meilleures techniques disponibles, que la mise en œuvre des conclusions du BREF et en particulier le respect des niveaux d'émission associés aux meilleures technologies disponibles sur le site de Lucciana est effective. Le niveau d'exigence de l'arrêté préfectoral encadrant l'exploitation des installations est déjà en adéquation avec les performances attendues.

Il convient cependant de modifier les prescriptions applicables au site, afin de tenir compte des éléments suivants :

- la cession de la parcelle de terrain, référencée BE120 sur le cadastre communal de la commune de Lucciana, à la société EDF SEI pour le projet de construction de la nouvelle station de conversion (projet SACOI 3), induit une modification des limites du site,

- le site est équipé de 7 moteurs thermiques identiques reliés à 7 conduits d'acheminements des émissions atmosphériques ; les 7 cheminées d'évacuations sont regroupées en 2 localisations : les cheminées n°1, 2, et 3 d'une part et les cheminées n°4, 5, 6 et 7 d'autre part. Il existe donc une incohérence dans l'arrêté préfectoral du 03 août 2018 qui indique à l'article 3.2.2 que 2 cheminées sont raccordées aux 7 moteurs alors que les articles 3.2.3, 3.2.4 et 9.2.1.3 fixent des conditions de rejets pour chacun des 7 conduits d'évacuation.

A ce titre, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire actualisant les prescriptions encadrant l'exploitation de la centrale thermique exploitée par EDF PEI, joint au présent rapport, est transmis à Monsieur le Préfet de la Haute-Corse, pour signature.

Concernant le dimensionnement des rétentions associées aux stockages de liquides inflammables, l'exploitant devra, dans un délai d'un mois, expliciter et détailler le calcul du volume résiduel disponible pour les eaux d'extinction, des cuvettes de rétentions R3 et R3bis.

Sous ce même délai, les conditions d'exploitation permettant de garantir la non-atteinte du seuil d'inflammabilité des réservoirs disposant d'un toit fixe, référencés 00BK02201BA, 00BK02202BA, 00BK02203BA devront également être détaillées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Annexe 7-II point 20-1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Dimensionnement de rétention – nouveaux entrants
Prescription contrôlée : Article 20-1. A chaque réservoir ou groupe de réservoirs est associée une capacité de rétention dont la capacité utile est au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Annexe 7-II. Les dispositions des points 20-1 et 20-2 ne sont pas applicables aux réservoirs construits avant le 1er janvier 2021. Pour les installations existantes, dans le cas d'existence d'une rétention dont le dimensionnement ne correspond pas aux trois premiers alinéas du point 20-1 du présent arrêté, l'exploitant fournit, au préfet au plus tard le 1er janvier 2023, une étude technico-économique évaluant la possibilité de répondre aux dispositions du présent article.
Constats : Le site dispose de 5 capacités de rétentions dont les dimensions sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Annexe 7-I point 20-2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Dimensionnement de rétention – installations existantes
Prescription contrôlée : Pour les réservoirs construits à compter du 16 mai 2011, en sus des volumes définis au point 20-1 du présent arrêté, le volume de rétention permet de contenir le volume des eaux d'extinction, défini dans l'étude de dangers en tenant compte : - de la diminution du niveau de liquide en feu ; - du débit de fuite éventuel ;

<ul style="list-style-type: none"> - de l'apport en solution moussante sur la base du taux d'application nécessaire à l'extinction de ce liquide inflammable ; - de la destruction de la mousse pendant les opérations d'extinction ; - de la durée prévisible de l'intervention. <p>Pour les cas de rétentions contenant plusieurs stockages, ce calcul s'effectue pour le liquide inflammable présentant le taux d'application d'agent d'extinction le plus élevé et considérant la plus grande surface possible en feu pour déterminer le volume d'agent d'extinction apporté.</p> <p>En alternative au calcul du volume de rétention des eaux d'extinction conformément aux alinéas précédents, l'exploitant peut prendre en compte une hauteur supplémentaire des parois de rétention de 0,15 mètre en vue de contenir ces eaux d'extinction.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon la note de dimensionnement et de description des installations de lutte contre l'incendie (B-3.15), le confinement des eaux d'extinction pourra être largement assuré par les rétentions du site. Les besoins calculés dans l'étude de dangers et repris dans le POI pour l'extinction sont les suivants (scénario majorant "feu de cuvette R3"- extinction en 20 mn puis temporisation pendant 100 mn) :</p> <p>Il convient d'explicitier et de détailler le calcul du volume résiduel disponible des cuvettes de rétentions R3 et R3bis.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Ecran flottant

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Annexe 7 point 14</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Ecran flottant</p>
<p>Prescription contrôlée : Article 14</p> <p>Les réservoirs d'un volume supérieur à 1 500 mètres cubes contenant des liquides dont la pression de vapeur saturante est supérieure à 25 kilopascals à 20 °C (ou tension de vapeur équivalente à 37,8 °C de 50 kilopascals pour les produits pétroliers) sont équipés d'un toit ou d'un écran flottant ou exploités de façon à ce que le seuil d'inflammabilité du liquide inflammable n'y soit pas atteint.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les réservoirs ont un toit fixe.</p> <p>Les conditions d'exploitation permettant de garantir la non atteinte du seuil d'inflammabilité des réservoirs référencés 00BK02201BA, 00BK02202BA, 00BK02203BA doivent être explicitées.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 4 : Modification apportée au site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 1.6.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Modification</p>
<p>Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Par courrier référencé PEIDHCLTR1388 du 4 juin 2019, la société EDF-PEI a informé M. Le Préfet de la cession de parcelle BE120 à la société EDF SEI, pour le projet de construction de la nouvelle station de conversion (projet SACOI 3). Cette cession modifie les limites du site sans conséquences sur les installations classées exploitées.</p> <p>Par ailleurs, il a été mis en évidence lors de l'inspection du 9 juin 2023 qu'il existe une incohérence de l'arrêté préfectoral du 03 août 2018 qui indique à l'article 3.2.2 que 2 cheminées sont raccordées aux 7 moteurs alors que les articles 3.2.3, 3.2.4 et 9.2.1.3 fixent des conditions de rejets pour chacun des 7 conduits d'évacuation. L'inspection a permis de constater que le site est équipé de 7 moteurs thermiques identiques reliés à 7 conduits d'acheminements des émissions atmosphériques ; les 7 cheminées d'évacuations sont regroupées en 2 localisations : les cheminées n°1, 2, et 3 d'une part et les cheminées n°4, 5, 6 et 7 d'autre part.</p> <p>Compte-tenu de ces éléments, une actualisation des prescriptions est proposée en pièce jointe du présent rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Prescriptions complémentaires</p>

N° 5 : Directive IED

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 1.9.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Condition de réexamen des prescriptions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En application de l'article R. 515-70 du Code de l'environnement, les dispositions suivantes sont applicables.</p> <p>Dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique 3110 mentionnée à l'article 1.2.1 du présent arrêté :</p> <p>les prescriptions du présent arrêté sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux dispositions relatives aux valeurs limites d'émissions telles que définies aux articles R. 515-67 et R. 515-68 du code de l'environnement ;</p>
<p>Constats :</p> <p>La société EDF PEI a remis un dossier de réexamen en août 2018. Les meilleures technologies disponibles relatives à l'exploitation du site sont celles du document BREF (best références) dit LCP pour les grandes installations de combustion.</p> <p>Le dossier transmis par l'exploitant est complet, conformément à l'article R.515-72 du code de l'environnement, il est constitué de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles, et un positionnement des niveaux de rejet par rapport aux niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles, sur les thématiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Système de management environnemental ; ◦ Gestion de l'installation en fonctionnement normal et en fonctionnement dégradé ; ◦ Prévention de la pollution atmosphériques ; ◦ Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques ; ◦ Prévention et gestion des déchets ; ◦ Réduction des nuisances sonores ; ◦ Gestion de l'efficacité énergétique. • l'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70. <p>L'analyse du dossier de réexamen a permis de confirmer la mise en œuvre des conclusions du BREF et en particulier le respect des niveaux d'émission associés aux meilleures technologies dispo-</p>

nibles sur le site de Lucciana.

Il convient de préciser que les prescriptions applicables à l'établissement ont été mises à jour par l'arrêté préfectoral n°R20-2018-08-03-001 du 03 août 2018 afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation applicable au site depuis 2013, date de l'arrêté d'autorisation initial. Par ailleurs, l'arrêté ministériel sectoriel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 tient compte des conclusions des meilleures techniques disponibles pour les grandes installations de combustion, notamment sur les valeurs limites des émissions.

Type de suites proposées : Sans suite